



DÉCLARATION DES ÉLUS **CGT** AU C.T.A. DU 13 JANVIER 2012

La baisse généralisée et répétée des postes se traduira cette année dans notre académie par une baisse de 260 postes dans le premier degré et de 495 postes dans le second degré. Il est inacceptable de voir que dans le Premier degré l'augmentation de 3 728 élèves générera une baisse de 265 postes. Dans les collèges, les effectifs élèves augmentent du fait de l'évolution démographique, l'effort nécessaire pour accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions n'est pas fait une fois encore. Pour les lycées généraux, technologiques et professionnels, ils subiront une écrasante diminution des postes. L'augmentation du taux d'HSA dans les collèges et dans les lycées est inacceptable alors qu'en 2011 l'ensemble de ces heures n'a pu être absorbé par les enseignants.

Dans les lycées professionnels l'effet cumulé de la fin de la réforme du Bac pro 3 ans (perte d'une année de formation en LP pour l'ensemble des bacheliers), de la suppression de formations de CAP vont amener un nombre énorme et inédit de suppression de postes. Mais une partie non négligeable de l'érosion des effectifs est due à des sorties d'élèves en cours de cursus (- 1 571 élèves), nous avons déjà eu l'occasion de demander les taux de passage en Première, puis en Terminale Bac pro 3 ans, si nous avons fait cette demande c'est que nous craignons puis sentions la montée du « décrochage » en cours de cycle. Il apparaît que les sorties en fin de Seconde et de Première professionnelles sont trois fois supérieure à vos estimations ! Depuis le départ nous avons dénoncé cette généralisation du bac pro 3 ans, nous avons argumenté ce refus en particulier sur le risque de sortie sans qualification de lycéens professionnels. Le raccourcissement du cursus, les exigences des nouveaux programmes et la montée des effectifs mettent en difficulté les élèves les plus fragiles. Vous nous avez toujours présenté cette réforme comme une volonté de valoriser la voie professionnelle, aujourd'hui il apparaît clairement que cette « rénovation de la voie professionnelle » est en fait une casse de l'enseignement professionnel public initial et un levier pour permettre au ministère de supprimer des milliers de postes dans les lycées professionnels. Les enseignants non-titulaires risquent de connaître un « plan social » à la prochaine rentrée avec la mise au chômage d'enseignants exerçant depuis des années dans les établissements de l'académie ; les titulaires vont subir une grave dégradation de leurs conditions de travail (déplacement forcé, pressions aux changements de corps ou de discipline imposés...).

La CGT Educ'action dénonce ces centaines de suppressions de postes et se battra dans les écoles, les collèges et les lycées, avec les personnels, pour empêcher toutes les suppressions programmées et défendre les conditions de scolarisation et de formation des élèves.

Les élus **CGT** au C.T.A.

Marie BUISSON

Jean-Pierre DEVAUX

CGT Educ'action-Versailles 245, boulevard Jean Jaurès 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ : 01.46.09.98.70 - e-mail : uasenver@wanadoo.fr ☎ portable : 06.70.95.03.30

🌐 site web **CGT** Educ'action-Versailles : <http://www.premiumorange.com/uasenver/>